

Travaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP UpM)

Rapport de la délégation belge

"Promotion de la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée : Revitaliser le processus de Barcelone à l'occasion de son 30ème anniversaire"

Le Caire (Égypte), 28-29 novembre 2025

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION.....	1
II. RÉUNIONS DE COMMISSION ET DU BUREAU (28 NOVEMBRE)	2
III. FORUM ET CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS (29 NOVEMBRE)	3
IV. ANNEXE : DECLARATION OF CAIRO ON THE PROMOTION OF ECONOMIC COOPERATION BETWEEN THE TWO SHORES OF THE MEDITERRANEAN – REVITALISING THE BARCELONA PROCESS ON ITS 30TH ANNIVERSARY (EN)	4

I. INTRODUCTION

L'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP UpM) constitue la dimension parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (UpM), qui a été créée le 13 juillet 2008 à Paris lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement des 43 pays participants.

La présidence égyptienne de l'AP UpM pour la période 2025-2026 a organisé une conférence spéciale des présidents intitulée "Promotion de la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée : Revitaliser le processus de Barcelone à l'occasion de son 30ème anniversaire", qui s'est tenue les 28 et 29 novembre 2025 au Caire, en Égypte.

La présidence égyptienne souhaite ainsi commémorer le 30^{ème} anniversaire du lancement du processus de Barcelone, mis en place pour renforcer les liens historiques entre les deux rives de la Méditerranée. Tout au long de l'histoire, la région méditerranéenne a été un berceau du patrimoine culturel et des liens entre les civilisations. Cet anniversaire offre une occasion importante de concrétiser la coopération dans divers domaines, sur une base solide de sécurité, de paix et de prospérité.

À la lumière de ce qui précède, la présidence égyptienne souligne l'importance cruciale du volet parlementaire de la coopération euro-méditerranéenne en tant que canal essentiel pour promouvoir le dialogue et l'échange de points de vue sur toutes les questions d'intérêt commun. La conférence avait donc pour objectif de réunir les délégations parlementaires de l'AP UpM, à l'occasion du 30^{ème} anniversaire du processus de Barcelone, afin de renforcer le partenariat euro-méditerranéen à tous les niveaux.

La délégation belge était représentée par la sénatrice Griet Van Ryckegem (N-VA), membre effective de la délégation belge auprès de l'AP UpM. Y ont également participé des présidents, vice-présidents et

députés des parlements des pays membres de l'AP UpM et du Parlement européen, ainsi que des représentants d'autres organisations internationales et régionales.

Le programme comprenait des réunions de commissions et du bureau le 28 novembre, ainsi qu'un forum et la conférence des présidents le 29 novembre. Le 30 novembre, un programme culturel a été organisé en marge de la conférence, comprenant notamment une visite du Grand Musée égyptien, récemment inauguré, dont la construction avait notamment été confiée à l'entreprise belge BESIX.

Le 28 novembre 2025, le sénateur Van Ryckegem a également rencontré M. Jeroen Pittoors, premier secrétaire à l'ambassade de Belgique en Égypte.

II. RÉUNIONS DE COMMISSION ET DU BUREAU (28 NOVEMBRE)

Les cinq commissions permanentes de l'AP UpM se sont réunies le 28 novembre.

La commission « Affaires politiques, Sécurité et Droits de l'homme », présidée par le Parlement européen, s'est réunie afin de formuler des recommandations visant à renforcer la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée. Les discussions ont porté sur les conditions politiques et de sécurité nécessaires à la promotion de la coopération économique.

La Commission « Affaires économiques et financières, affaires sociales et Éducation », présidée par la Turquie, a examiné les dimensions économiques, sociales et éducatives qui sont à la base du développement durable et de l'intégration régionale. Cette commission a élaboré des recommandations visant à renforcer la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée.

*Mme Griet Vanryckegem, membre de la délégation belge, prend la parole au cours de cette séance. C'est pour elle un honneur et un privilège de pouvoir s'adresser à l'assemblée parlementaire en tant que sénatrice belge et représentante de la Flandre. Elle remercie les organisateurs de ce forum pour leur chaleureuse hospitalité et leur excellente organisation. Les défis considérables et l'impact majeur de la migration et des crises sur les victimes individuelles de la migration sont connus dans le monde entier, y compris ici en Égypte. Tout comme l'Égypte antique s'est adaptée aux fluctuations du débit du Nil, les sociétés modernes doivent relever les défis mondiaux actuels avec la même résilience et la même ingéniosité. Les défis liés à la migration sont considérables et complexes. Chaque décennie, nous sommes confrontés à de nouveaux conflits ou crises, ce qui rend la recherche de solutions tout aussi complexe. Cette réunion constitue donc une plateforme cruciale où nous devons rechercher des solutions communes dans un esprit d'ouverture et de respect. En tant que députée flamande et sénatrice, Mme Vanryckegem accorde une grande importance à la coopération multilatérale et croit fermement au pouvoir du dialogue en tant que moteur à la base de solutions durables. En tant que membre de l'Union européenne et acteur actif au sein de partenariats internationaux, la Belgique et ses régions continuent de s'engager en faveur du renforcement des liens entre les pays riverains de la Méditerranée. Cela s'inscrit dans les objectifs des accords de gouvernement belges, qui accordent la priorité à la coopération internationale et à la promotion de la paix et de la sécurité. Mme Vanryckegem tient également à mettre l'accent sur la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée, ce qui implique que nous devons nous pencher sur un large éventail de thèmes, tels que l'égalité des droits, l'éducation et les affaires sociales. Le 30^{ème} anniversaire du processus de Barcelone coïncide avec une période où la région est à nouveau confrontée à des défis majeurs. Les tensions mondiales actuelles nous rappellent de manière poignante la nécessité d'une coopération concrète et coordonnée par-delà les frontières, les secteurs et les générations. Notre réponse commune déterminera notre capacité à relever les défis urgents : de la crise économique à la crise climatique, en passant par les inégalités et les mutations rapides de la technologie et de notre population. Depuis 2021, la Belgique a reçu plus de cent mille demandes d'asile pour une population d'environ 11,8 millions d'habitants. Malgré d'importants investissements en termes de capacités et de personnel, la Belgique peine à faire face à cet afflux massif de migrants. Un vent nouveau souffle sur l'Europe et, sous l'impulsion de la *Coalition of the Willing*, Mme Vanryckegem est convaincue que les directives européennes pertinentes et les autres textes législatifs européens peuvent*

être optimisés. Une politique migratoire plus stricte, humaine et efficace sera bénéfique pour nous tous ; c'est la voie que nous devons emprunter. C'est la raison pour laquelle nous attendons avec impatience les résultats des négociations européennes et nous nous efforçons de trouver une solution juste et efficace. Alors que le Danemark assure la présidence du Conseil de l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2025, nous sommes convaincus qu'un résultat positif sera obtenu concernant la nouvelle politique européenne en matière de prospérité économique qui figurera à l'ordre du jour. Des pyramides qui se sont élevées contre toute attente, aux innovations que nous poursuivons aujourd'hui : l'histoire montre que la force humaine et la capacité d'adaptation restent constantes à travers le temps. Enfin, Mme Vanryckegeem se réjouit d'entendre des opinions et des points de vue susceptibles d'offrir de nouvelles perspectives et, éventuellement, de renforcer la coopération future.

La Commission « Droits des femmes », présidée par l'Italie, a examiné le rôle de l'égalité entre les sexes dans le renforcement de la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée. À cette occasion, elle a étudié en quoi la promotion des droits des femmes contribue au développement durable et à l'intégration régionale.

La Commission « Qualité de vie, échanges entre la société civile et culture », présidée par le Maroc, a examiné la contribution des facteurs sociaux et culturels au renforcement de la coopération économique. L'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité de vie, la promotion des échanges entre la société civile et le renforcement de la compréhension culturelle mutuelle en tant que levier du développement durable et de l'intégration régionale.

La Commission « Énergie, environnement et eau », présidée par le Portugal, a examiné le rôle de l'énergie, de la protection de l'environnement et de la gestion de l'eau dans le renforcement de la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée. L'accent a été mis sur l'importance de l'utilisation durable des ressources et de la protection de l'environnement pour l'intégration régionale et le développement.

Les recommandations des commissions seront présentées oralement le lendemain par leurs présidents respectifs lors des tables rondes thématiques du forum.

Par ailleurs, le Bureau, composé du Parlement européen, de l'Espagne, de l'Égypte et du Maroc, ainsi que le Bureau élargi, se sont également réunis le 28 novembre. La délégation belge n'est représentée au sein d'aucun de ces deux organes.

III. FORUM ET CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS (29 NOVEMBRE)

Le Forum et la Conférence des présidents se sont tenus le 29 novembre.

Les travaux ont été ouverts dans la matinée par un discours de bienvenue de la présidence égyptienne de l'AP UpM. Les membres du Bureau de l'AP UpM ont ensuite pris la parole, puis les présidents des parlements et les présidents des délégations ont exposé leur vision de l'avenir de la coopération euro-méditerranéenne, en vue de l'adoption d'une déclaration commune.

L'après-midi, une première table ronde thématique a été organisée sur la paix et la stabilité dans la région méditerranéenne, suivie d'une deuxième consacrée à l'élaboration d'un programme positif pour la région euro-méditerranéenne, avec une attention particulière portée à la coopération économique et à un nouveau pacte pour la Méditerranée. Après les remarques liminaires de la présidence égyptienne et la présentation des recommandations des commissions par leurs présidents, un échange de vues a eu lieu entre les membres de l'AP UpM.

À la suite de l'examen des amendements, la Déclaration du Caire (annexe) a été adoptée.

La présidence égyptienne a ainsi clôturé les travaux du Forum et de la Conférence des présidents.

*

* *

IV. ANNEXE : DECLARATION OF CAÏRO ON THE PROMOTION OF ECONOMIC COOPERATION BETWEEN THE TWO SHORES OF THE MEDITERRANEAN – REVITALISING THE BARCELONA PROCESS ON ITS 30TH ANNIVERSARY (EN)

CAIRO DECLARATION

PA-UfM Forum and Summit of Speakers: Promotion of Economic Cooperation between the Two Shores of the Mediterranean – Revitalising the Barcelona Process on its 30th Anniversary

Cairo, 28–29 November 2025

The Parliamentary Assembly of the Union for the Mediterranean (PA-UfM) Forum and Summit of Speakers on "*Promotion of Economic Cooperation between the Two Shores of the Mediterranean – Revitalising the Barcelona Process on its 30th Anniversary*" was held in Cairo, on 28 and 29 November 2025, within the framework of the Egyptian Presidency of the Parliamentary Assembly of the Union for the Mediterranean (PA-UfM). This high-level event brought together Speakers, Deputy Speakers, and parliamentary representatives from the Parliaments member of the Assembly, as well as representatives of other international and regional organisations.

Shared Vision. A Changing Mediterranean: Thirty Years After Barcelona Process

1. The Assembly reaffirms that the Mediterranean remains a common and interdependent space, facing increasingly complex and interconnected challenges that demand it be placed at the heart of both European and regional strategic agendas. The Assembly underlines the essential importance of peace, security, stability, dialogue, and respect for international law as the foundations of regional cooperation.

2. Marking the 30th anniversary of the Barcelona Process, the Assembly notes that the Euro-Mediterranean region has undergone profound transformation. This anniversary comes at a moment of great turbulence: the conflict in the Middle East has reaffirmed that the stability of the region is vital for global peace, while the gap between the rising humanitarian needs and available resources is widening economic disparities, climate emergencies, and social fragility. This threatens sustainable development and resilience of the region and undermines progress on Sustainable Development Goals, deepening divisions and fuelling instability. The coming decade represents a pivotal opportunity for the Euro-Mediterranean region to address complex risks, reinforce cooperation, and prevent further fragmentation. In this critical context, the Assembly calls for a renewed commitment to multilateralism. In an unstable regional geopolitical environment, the UfM will once again gain full relevance as the only structured dialogue forum in the region in which 43 Member States participate, including Israel and Palestine.

Commitment to Peace and stability

3. The Assembly commends the diplomatic efforts led by the United States of America and the Arab Republic of Egypt, supported by Qatar, Türkiye and other regional partners for their decisive role in mediating the ceasefire in Gaza, delivering humanitarian assistance, and advancing peace. These efforts represent a crucial step toward lasting peace, stability, and reconstruction in the region. The Assembly praises Egypt's leadership for convening the Sharm el-Sheikh Summit for Peace held on 13 October, and for its initiative to celebrate the 30th Anniversary of the Barcelona process in Cairo.

4. Welcoming the outcome of the Sharm el-Sheikh Summit, the Assembly calls on all international actors and concerned parties to continue working on the implementation of the "Comprehensive Plan to end the Gaza Conflict" and the UN Security Council resolution 2803 (2025) that endorses the plan. It urges for the full respect of the ceasefire, unhindered humanitarian access to Gaza, opening all crossings, beginning reconstruction and recovery of Gaza as soon as possible. It calls for Israeli withdrawal from Gaza, based on standards, milestones, and timeframes linked to demilitarization, alongside support for the reform programme of the Palestinian Authority. The Assembly reiterates its commitment to forge a credible political path towards lasting peace and security, through sustained and coordinated efforts to consolidate the truce based on the two-state solution.

5. It strongly condemns all terrorist attacks on any civilians, urges Hamas to return the last remains of all Israeli hostages being held in Gaza.

6. The Assembly condemns any attempts of any expansion of Israeli settlements and the annexation of the West Bank, including east Jerusalem, which are illegal under international law. Also, rejects individual or collective displacement, forced or otherwise, of Palestinians from any part of the occupied territory.

7. It calls to resume direct negotiations between the Palestinian Authority and Israel, supported by the international community and relevant regional partners, as the only solution for a long-lasting peace. Expresses its continued support for the Palestinian authority including its ongoing reform with a view to its return to Gaza, while calling on Israel to release withheld clearance revenues necessary to ensure the proper functioning of the Palestinian authorities and the delivery of essential services to the population.

8. The Assembly underlines the essential role that the PA-UfM must play in supporting a shared, sustainable path to peace in the region. It stresses that parliamentary diplomacy, through dialogue, confidence-building, and sustained engagement between elected representatives, is a unique tool to foster mutual understanding, reconciliation, and long-term stability across the Mediterranean.

9. It emphasizes the importance of restoring stability in Libya by the unification of all institutions and the pursuit of a political solution, while rejecting the intervention of foreign forces, calling for the withdrawal of foreign fighters, and enabling the Libyan state to regain its full sovereignty, while stressing the need to hold presidential and parliamentary elections within a specific timeframe. It also recognizes and supports the work of the United Nations, through UNSMIL and the UN SRSG for Libya, to achieve this objective.

10. The Assembly expresses its serious concern about the deteriorating situation in Sudan. It calls for an immediate and lasting ceasefire sustained, rapid, safe, and unhindered access of humanitarian assistance to the Sudanese population, and involvement of Sudanese parties in a comprehensive political process with full national ownership, away from external interference, in a way that preserves the unity of the state and its institutions. The Assembly also notes the importance of efforts by relevant regional organizations to support dialogue to prevent the escalation, in full respect of Sudan's sovereignty and territorial integrity.

11. The Assembly recalls the progress made in Syria. Although many challenges remain, the establishment of an interim administration has contributed to improve stability. While we welcome the indirect elections that were held, we stress the importance of holding genuine elections in line with international standards, allowing for the full political participation of all Syrians. We urge all actors to continue supporting an inclusive and Syrian-led political process that meets the aspirations of the Syrian people, in line with the relevant UN Security Council Resolutions, including UNSCR 2254. In light of the episodes of sectarian violence throughout Syria, we reiterate that the protection of Syria's ethnic and religious minorities is essential for national reconciliation and lasting peace, and strongly condemn all attacks targeting such communities.

12 Recognizing Egypt's heavy reliance on the Nile River in a context of its water scarcity, the Assembly reiterates its support to Egypt's water security and the compliance with international law, including concerning the Ethiopian Renaissance Dam. The Assembly strongly encourages transboundary cooperation among riparian countries based on the principles of prior notification, cooperation and "do no harm".

13 The Assembly emphasizes the need to address the root causes of conflicts and instability in the region, support the nation-state and its institutions, respect the sovereignty, unity, and territorial integrity of states, refrain from interfering in their internal affairs, and adhere to international law and the Charter of the United Nations, as well as relevant resolutions of the Security Council. In this regard, the Assembly calls on Israel to respect the relevant international resolutions concerning the sovereignty of Syria and Lebanon.

Key Regional Challenges and Cooperation. The Pact for the Mediterranean

14. The Assembly highlights that the most pressing challenges: stability, security, terrorism, economic resilience, migration, climate change, employment, education, health, gender equality, transport, energy, and biodiversity, can be only addressed enhancing cooperation. Strengthening education, youth and women empowerment, promoting sustainable economic integration, supporting energy transition and green technologies, enhancing water resilience and the blue economy, and fostering digital and transport connectivity are essential priorities for inclusive and sustainable regional growth. Furthermore, protecting biodiversity and enhancing climate resilience across the Mediterranean are vital to safeguard natural resources and prevent environmental degradation that could exacerbate social and economic fragility.

15. Thirty years after the Barcelona Declaration, revitalising regional multilateral cooperation in the Mediterranean is therefore essential to restoring both regional and global stability. In this spirit, the Assembly welcomes the Pact for the Mediterranean as an opportunity to relaunch the Barcelona Process on a renewed and more operational basis. The synergies between the Mediterranean Pact and the UfM reform are reflected in the Pact's recognition of the UfM's central role in the region, as well as in the coordination and implementation of some of its projects. The Assembly expresses its hope that the Pact will have a genuine regional scope and congratulates the initiators on key flagship initiatives, including the establishment of a Mediterranean University to foster student and staff exchanges across the region, and the creation of a Mediterranean Science Diplomacy Centre. The Assembly welcomes the Pact's focus on human capital as a driver of innovation, on promoting economic growth, job creation, and regional integration, and on ensuring stability, crisis preparedness, and safe and regular migration.

16. The Assembly stresses that addressing the root causes of migration is key to fighting illegal migration and creating development opportunities. The Assembly welcomes that the Pact for the Mediterranean explicitly addresses the issue of migration, calling for strengthening migration governance, improving border management, supporting efforts to fight against smuggling and trafficking in human beings, as well as fostering legal migration and mobility, in line with international law and human rights. The Assembly also, stresses the importance of allocating adequate financial resources to these ambitious objectives to ensure they translate into tangible results for the region.

17. It stresses the importance of creating regular reporting mechanisms so that the Assembly can track progress on Pact initiatives and provide recommendations accordingly. The Assembly acknowledges the Union for the Mediterranean's (UfM) role in fostering regional cooperation through its convening power and its expertise, recognises the UfM as a valuable partner in the implementation of the Pact in priority policy areas.

Promoting Economic Cooperation in the Mediterranean

18. The Assembly highlights that economic cooperation across the Mediterranean is a key pillar for regional stability, inclusive growth, and job creation, particularly for young people and women. It stresses that sustainable investment, trade facilitation and the development of integrated value chains can contribute to economic resilience, further reduce disparities, and strengthen the attractiveness of the region for both domestic and international investors.

19. The Assembly stresses the importance of concentrating investments in economic integration and innovation, all technologies including support for green technologies, the blue economy, the digital and transport connectivity, the Artificial Intelligence and the semiconductors, the industry, the energy transition, the water security, the food security and climate-resilient infrastructure. It calls on Mediterranean partners to strengthen public-private partnerships, enhance cross-border investment frameworks, and implement projects that generate tangible economic and social benefits for local communities.

20. It emphasises the importance of expanding Euro-Mediterranean synergies to a wider range of partners, in particular to countries in neighbouring regions.

** The Hungarian National Assembly does not agree with some parts of paragraphs 15 and 16.*